

Gilets jaunes : la colère populaire est justifiée !

*Nous l'avons expliqué dans nos précédentes publications : le mécontentement, les revendications et la révolte portés par le mouvement des Gilets jaunes vont bien au-delà de la seule hausse des prix du carburant. Même si certains porte-paroles ou promoteurs du mouvement peuvent être très éloignés de nos intérêts, parmi les centaines de milliers de personnes qui agissent depuis le 17 novembre, **les plus nombreux-euses sont bien des salarié-e-s, des retraité-e-s, des chômeurs ou chômeuses, des jeunes en formation, des auto-entrepreneurs pauvres, des paysan.nes aux petites exploitations, dont nous partageons les exigences sociales et les révoltes !***

*Dans les zones rurales et à la périphérie des grandes villes, **ce sont bien « celles et ceux d'en bas » qui se révoltent.** C'est ce que chacun et chacune constate, même si le mouvement n'a pas encore la même réalité à Paris et en proche banlieue que dans tout le reste de la France.*

Toutes et tous concerné.es !

Les questions posées par les Gilets jaunes sont fondamentales : elles portent sur **le partage des richesses que nous produisons**, les privilèges de celles et ceux qui exploitent le travail d'autrui, **le mépris envers les classes laborieuses**, les élu.es politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes, les indispensables services publics de proximité (hôpitaux, écoles, poste, etc.) qu'il faut remettre en place, le besoin de transports collectifs améliorés et gratuits, le rôle de l'impôt, **les vols d'argent public que commettent les plus riches** grâce aux fraudes fiscales, la suppression de l'impôt sur la fortune...



Syndicats : on peut aider, alors faisons-le !

Une partie du mouvement syndical ignore ou dénonce le mouvement des Gilets jaunes, parce que lancé en dehors de lui. Au contraire, nous pensons qu'il y a toute sa place : à condition de la prendre, et bien sur, sans prétendre maintenant le diriger ! Si quelques revendications nous interpellent, si d'autres sont contraires à nos combats, c'est par la discussion et les échanges que nous pourrions convaincre qu'elles mènent à des impasses. A condition d'être partie prenante du mouvement et pas de le « commenter » de l'extérieur.

Le syndicat est utile parce qu'il permet de nous regrouper pour défendre nos intérêts, qui ne sont pas ceux des patrons ou des politiciens.

Le syndicat est aussi l'outil par lequel nous pouvons porter la lutte là où l'exploitation directe est la plus forte : **l'entreprise**. Là où nous, les salarié-e-s, **par notre résistance collective et notre solidarité active, par la grève, en bloquant la production**, nous pouvons arracher aux patrons de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie.

Le mouvement syndical parle souvent de convergence des luttes, d'unité d'action interprofessionnelle, etc. **C'est bien ce qui est à l'œuvre aujourd'hui !** Alors, aidons à la diffusion des informations, organisons des assemblées générales pour discuter des revendications et des contacts entre entreprises et localités, lançons préavis et appels à la grève pour favoriser la participation aux actions, pour renforcer le mouvement en cours !

Par leurs cotisations volontaires, les adhérentes et adhérents des syndicats disposent de moyens matériels : machines pour tirer tracts et affiches, salles de réunion, sono ; le choix de se regrouper en syndicats permet aussi de disposer de relais pour l'information, la discussion et l'action sur les lieux de travail. **Tout cela, nous le mettons au service du mouvement !**

La démocratie en actes

Exiger que les négociations se fassent sous le contrôle direct de celles et ceux qui les ont permises par leur action : c'est un des principes que nous défendons avec nos syndicats Solidaires. Quelquefois, mais bien trop rarement, nous avons réussi à le faire, en imposant la présence des grévistes dans la salle de négociation, ou en retransmettant les discussions. Nous savons que « les décideurs » n'aiment pas ça, ils préfèrent des discussions en catimini.

Comment ne pas soutenir la démarche des Gilets jaunes qui ne veulent discuter avec le gouvernement que si tout est retransmis en direct. Avec les moyens de communication actuels, rien de plus simple !

Aujourd'hui, dans les barrages, se discute la question de la légitimité des délégations reçues, que ce soit localement, régionalement ou nationalement.

Et alors ? Cela peut se régler en organisant des réunions au niveau de chaque barrage, pour désigner des représentants et représentantes, révocables, avec des mandats clairs sur les sujets qui seront évoqués. En langage syndical, dans les entreprises, les lycées, les universités, **nous appelons ça des assemblées générales**, mais c'est la pratique qui importe le plus, pas les mots. Ensuite, la même chose peut se faire à travers des coordinations régionales et nationales. Cela peut prendre des formes différentes d'un territoire à l'autre. Et ce n'est sûrement ni à Macron ou ses ministres, ni aux patrons et leurs propagandistes, **de donner aux Gilets jaunes, de nous donner, des leçons sur l'organisation démocratique de nos luttes !**

L'important, c'est que l'action directe populaire et l'autonomie du mouvement soient les meilleurs remparts contre la récupération dont rêvent nombre de politicien-ne-s et leurs acolytes habituels, spécialistes de la compromission avec les exploités.

Solidaires contre la répression

Nombre de Gilets jaunes sont désormais confronté.es à la violence de l'Etat : charges et provocations policières, grenades, gaz lacrymogène à profusion, arrestations... **C'est la traditionnelle réponse des dirigeants aux manifestations de colère et de révolte, comme contre la loi El Khomery, contre les ordonnances Macron, pendant la longue grève des cheminot-e-s...** Il agit de même vis-à-vis des lycéens et lycéennes qui, massivement, ont commencé à prendre part au mouvement la semaine dernière. Dans les quartiers populaires, les jeunes sont régulièrement confronté.es à ces inadmissibles pressions. **C'est en étant toutes et tous solidaires que nous gagnerons ! Non à l'état d'urgence, aux restrictions de liberté, à la répression ! Oui à la fin des privilèges et aux mesures de justice sociale !**

Un combat commun

Un très grand nombre de revendications discutées et portées par les Gilets jaunes correspondent à ce pourquoi nous nous battons syndicalement, comme l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et des minimas sociaux !

Le mouvement des Gilets jaunes se construit, s'invente et se renforce chaque jour.

Le syndicalisme se doit de le soutenir !

Créteil, le 2 décembre 2018

Pour nous contacter, pour vous syndiquer, pour créer une section syndicale...

Solidaires 94 : Maison des Syndicats 11/13 rue des Archives 94010 Créteil Cedex 01 43 77 06 42 solidaires94@orange.fr www.solidaires94.overblog.com